



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°18- du 5 au 11 mai 2023

## En bref

- Le *Cabinet Secretary* a annoncé la [nomination](#) de Sam Beckett en tant que nouvelle économiste en chef du Trésor. Elle remplace Clare Lombardelli nommée à l'OCDE.

- Selon [Which?](#), l'organisme de défense des consommateurs, environ 700 000 ménages britanniques n'ont pas réglé leur loyer ou leur mensualité d'emprunt immobilier le mois dernier.

- Damian Hinds, le Ministre en charge des lieux de détention, [a déclaré](#) qu'il était "largement d'accord" avec un rapport du [Centre for social justice](#) préconisant un recours plus important de la main d'œuvre constituée d'anciens détenus,

### LE CHIFFRE À RETENIR

+0,1%

La croissance du PIB britannique au T1-2023, malgré une baisse de 0,3% en mars.

50 000 personnes sortant de prison chaque année.

- Selon l'[ONS](#), le PIB britannique s'est contracté de 0,3% en mars 2023 après avoir stagné le mois précédent.

## 🔗 **Fait marquant : Le taux directeur de la Banque d'Angleterre est relevé de 25 pb pour s'établir à 4,5 %.**

La majorité des membres du Comité de Politique Monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE) s'est exprimée en faveur d'une hausse du taux directeur de 4,25 % à 4,5 %. Cette décision correspond aux anticipations exprimées par les marchés financiers, ceux-ci anticipant un cycle de resserrement monétaire culminant à 4,75 % au dernier trimestre 2023 (et 5% selon Goldman Sachs et JP Morgan). Les éléments de *forward guidance* employés en février et en mars sont réemployés au mot près : « en cas de pressions plus persistantes, de nouveaux ressernements de politique monétaire seraient nécessaires ». L'effet de la hausse du taux n'a eu qu'un impact limité sur la livre sterling, qui se déprécie même légèrement contre l'euro (-0,4 %), les marchés monétaires ayant déjà intégré ce relèvement du taux au cours des jours précédant la décision de la BoE.

Comme lors de la dernière réunion, sept membres ont voté en faveur de la hausse du taux directeur de 25 pb, soit l'ensemble du Comité à l'exception de Silvana Teneyro et Swati Dhingra, les deux membres externes identifiés comme « colombes ». Elles estiment que le niveau actuel du taux directeur est probablement suffisant pour contraindre l'inflation à retrouver sa cible, l'impact de la politique de taux étant observé avec un effet retard sur l'économie.

**A l'occasion de sa réunion, le comité de politique monétaire a indiqué que les perspectives britanniques étaient revues à la hausse, une expansion modeste de +0,25 % de l'économie britannique étant désormais escomptée pour 2023 (révision de +0,75 pp), alors que le FMI et l'OCDE anticipent encore une récession légère cette année.** La croissance britannique devrait ainsi être plate pendant la première moitié de l'année puis légèrement positive, les prévisions de demande étant revues à la hausse. Cette évolution des perspectives, dorénavant plus porteuses, reflète aussi une amélioration de la croissance mondiale, des prix de l'énergie plus bas, le soutien du gouvernement et la résistance du marché du travail qui réduit les besoins d'épargne de précaution.

L'investissement privé ne devrait plus s'effondrer en 2023 (-5,5 % attendu en février) mais devrait désormais finalement légèrement se contracter (-0,25 %). Il demeure atone depuis 2016.

**L'inflation observée au premier trimestre (+10,2 %) a surpris à la hausse la BoE, les composantes sous-jacente et alimentaires étant particulièrement dynamiques. Il est désormais attendu que l'inflation totale diminue moins rapidement que lors les prévisions de février.** Les augmentations de salaires (+6,9 % en février dans le secteur privé) et l'inflation dans le secteur des services sont en ligne avec les précédentes prévisions. L'inflation totale devrait diminuer fortement à partir d'avril, mécaniquement grâce à la prolongation du prix plafond de l'énergie pour les ménages et les cours plus bas de l'énergie. À l'inverse, l'inflation alimentaire devrait probablement diminuer moins rapidement qu'attendu. Celle-ci constituant une composante visible du panier de biens des ménages, cela augmente le risque que les anticipations d'inflation restent élevées. L'inflation alimentaire ainsi que celle des « autres biens » expliquent la révision à la hausse des prévisions d'inflation par la BoE : 5 % (+1,0 pp) en 2023, 2,25 % (+0,75 pp) en 2024 et 1 % (+0,5 pp) en 2025.

## Actualité commerce & investissement

La fédération britannique de l'industrie manufacturière *Make UK* appelle le gouvernement britannique à « arrêter de faire volte-face » sur sa stratégie industrielle – Selon Stephen Phipson, directeur exécutif de *Make UK*, l'industrie britannique est fragilisée par l'absence de plan industriel sur le long-terme et appelle le gouvernement à constituer une commission chargée de développer une stratégie claire et robuste. Au vu du plan américain et des stratégies des principaux concurrents européens, les entreprises britanniques estiment que le Royaume-Uni n'est pas assez

attractif, notamment pour attirer les investissements dédiés à la décarbonation de l'industrie automobile. Selon *Make UK*, le plan américain (« *Inflation Reduction Act* ») représentant 1,5% du PIB américain, le Royaume-Uni devrait mobiliser 33Md£ pour renforcer sa base industrielle.

Selon [\*The Economist\*](#), le commerce des services a mieux résisté au choc du Brexit que celui des marchandises – Alors que les exportations de marchandises vers le marché unique restent fragilisées par la sortie du Royaume-Uni de l'UE, les exportations de services se sont rétablies à leur niveau pré-Brexit selon la *Resolution Foundation*. Cette performance se justifierait par la moindre dépendance du secteur tertiaire britannique au marché unique (36% des exportations totales contre 48% pour les marchandises). De surcroît les

exportateurs britanniques se sont développés davantage sur d'autres marchés, notamment les Etats-Unis, l'Inde, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et le Nigéria. En parallèle, s'agissant des échanges avec l'UE, les prestataires britanniques de services se sont plus facilement ajustés au nouvel environnement commercial post-Brexit en utilisant des filiales établies au sein de l'UE.

**Le ministre des investissements Dominic Johnson effectue la première visite ministérielle britannique à Hong-Kong en 5 ans** – Lors de cette visite, dont l'objectif est de promouvoir l'attractivité du Royaume-Uni, D. Johnson a rencontré plusieurs entreprises et investisseurs hong-kongais ainsi que le Secrétaire chargé des services financiers Christopher Hui. Dans une lettre, 90 députés britanniques ont exhorté le ministre à redoubler d'efforts pour mettre fin aux mesures chinoises prises à l'encontre des Honk-kongais détenant un passeport britannique subissant notamment un gel de leurs comptes bancaires.

**Le gouvernement britannique abandonne l'objectif d'abroger l'ensemble des lois héritées de l'UE d'ici la fin 2023** – Le gouvernement a amendé le projet *Retained EU Law* qui disposait d'une « *sunset clause* » permettant de révoquer la plupart des textes issus du droit de l'UE d'ici la fin de l'année 2023 (sauf exception explicite sur certains textes qui auraient pu être prolongés jusqu'à 2026). Dans sa nouvelle version, le gouvernement propose d'inverser la méthode en abrogeant les lois explicitement identifiées (environ 600 selon le gouvernement au lieu des 4000 lois prévues initialement). Selon le gouvernement, cette nouvelle version du projet apporte davantage de clarté et de sécurité juridique aux entreprises britanniques. Jusqu'à présent, selon la ministre de l'économie et du commerce,

Kemi Badenoch, le gouvernement aurait déjà réformé ou abrogé plus d'un millier de législations européennes, à cela s'ajoute le projet de loi sur les services et marchés financiers et celui sur les marchés publics qui permettront d'abroger environ 500 textes européens.

## Actualité financière

### 1. Réglementation financière et Marchés

**Le gouvernement britannique a lancé une consultation sur l'objectif de croissance et de compétitivité assigné aux régulateurs financiers** – Pour rappel, la *Financial Services and Market Bill* (FSMB), actuellement débattue au Parlement, entend donner davantage de pouvoirs aux régulateurs techniques tout en inscrivant des objectifs secondaires de compétitivité et de croissance à leurs statuts. Le gouvernement espère recevoir des contributions de la part de l'industrie financière, des groupes de réflexion et d'autres parties prenantes intéressées d'ici le 4 juillet 2023 pour préciser la mise en œuvre de ce nouvel objectif.

**Le régulateur britannique des services financiers, la Financial Conduct Authority (FCA), a exhorté les entreprises du secteur financier à se préparer à l'entrée en vigueur de la réforme du Consumer Duty d'ici fin juillet** – Pour rappel, le *Consumer Duty* est un nouveau cadre réglementaire visant à protéger les consommateurs de services financiers en obligeant les entreprises à leur offrir le « meilleur résultat » possible. Dans

un discours, S. Mills, directeur exécutif des consommateurs et de la concurrence à la FCA, a mis en garde les entreprises qui ne respecteraient pas cette nouvelle obligation ou qui porteraient préjudice aux consommateurs. Mills a également souligné que la FCA adoptera une approche proportionnelle aux dommages causés aux consommateurs. Les entreprises qui commettent les infractions les plus graves peuvent s'attendre à ce que la FCA prenne des mesures robustes, telles que des interventions ou des enquêtes, ainsi que des sanctions disciplinaires. Toutefois, selon lui, la mise en œuvre correcte du *Consumer Duty* pourrait aider les entreprises à conserver et à attirer des clients. Pour soutenir les entreprises, la FCA partage les [résultats](#) de son examen des cadres d'évaluation de la juste valeur (« *Fair value* ») des entreprises, en mettant en évidence les bonnes pratiques et les sujets à approfondir.

## 2. Banques et assurance

**La Prudential Regulatory Authority (PRA) publie un document sur les exigences de reporting dans le cadre du *Senior Management Regime (SM&CR)*** – Pour rappel, ce régime renforce la responsabilité des cadres dirigeants des institutions financières réglementées dans le cas de fraudes ou de manquements. Les modifications actées comprennent la suppression de certains formulaires SM&CR, le renforcement des exigences en matière d'expérience professionnelle de ces cadres dirigeants, et d'autres modifications mineures. Les règles prendront effet le 11 mai 2023, et les formulaires SM&CR seront mis à jour ultérieurement.

**C. Wilkins, membre externe du Comité de Politique Financière de la BoE, a tenu un discours sur la Monnaie Numérique de Banque Centrale (CBDC) devant l'*Official Monetary and Financial Institutions Forum (OMFIF)*** – Pour rappel, les CBDC sont des monnaies numériques émises par une banque centrale. Dans ce discours, C. Wilkins aborde quelques-uns des problèmes soulevés par la création de cette CBDC, notamment le risque de désintermédiation bancaire. Selon elle, la BoE a tenté de quantifier cet effet en évaluant un scénario dans lequel environ 20% des dépôts bancaires seraient convertis en CBDC. La BoE estime que les taux des prêts bancaires pourraient augmenter d'environ 20 points de base, bien qu'il y ait beaucoup d'incertitudes.

**Selon le FT, l'ancien vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre, Paul Tucker, préconise un mécanisme de soutien en liquidités pour éviter les défaillances bancaires dans un scénario de fuite des dépôts** – Dans un contexte de fluidité accrue des paiements et des transferts électroniques des dépôts, il est possible qu'une banque enregistre des retraits très rapides, ainsi la Silicon Valley Bank a perdu 42Mds\$ de dépôt en un jour. L'idée de P. Tucker consisterait à exiger des banques qu'elles maintiennent suffisamment de garanties auprès des banques centrales afin qu'elles puissent honorer les demandes de retrait à hauteur de 100% de leurs dépôts à vue sur un seul jour. Selon Tucker, ces collatéraux prendraient la forme d'obligations d'État de haute qualité, de portefeuilles de prêts ou d'autres actifs acceptés par les banques centrales, qui en évalueraient quotidiennement la valeur. La banque centrale s'engagerait alors à fournir des liquidités en échange de cette garantie dès qu'une banque en aurait besoin. Pour rappel,

les régulateurs britanniques envisagent quant à eux d'améliorer les régimes de garantie des dépôts pour réduire le risque de futurs *bank run*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud  
Revu par Thomas Ernoult  
Pour s'abonner : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)